

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

Convention du travail maritime, 2006
Maritime Labour Convention

Déclaration de conformité du travail maritime – Partie I
Declaration of Maritime Labour Compliance – Part I

(Note: la présente déclaration doit être annexée au certificat de travail maritime du navire)
Note : This Declaration must be attached to the ship's Maritime Labour Certificate

REGISTRE INTERNATIONAL FRANCAIS
French International Register

Délivrée sous l'autorité du Ministère de la Mer
Issued under the authority of the Ministry of the Sea

Le navire répondant aux caractéristiques suivantes :
With respect to the provisions of the Maritime Labour Convention, 2006, the following referenced ship :

Nom du navire Name of ship	Numéro OMI IMO number	Jauge brute Gross Tonnage

est exploité conformément à la norme A5.1.3 de la Convention du travail maritime, 2006.
is maintained in accordance with Standard A5.1.3 of the Maritime labour Convention, 2006.

Le soussigné déclare, au nom de l'autorité compétente susmentionnée, que :
The undersigned declares, on behalf of the abovementioned competent authority, that :

- a) les dispositions de la convention du travail maritime sont pleinement incorporées dans les prescriptions nationales visées ci-dessous ;**
a) the provisions of the Maritime Labour Convention are fully embodied in the national requirements referred to below ;
- b) ces prescriptions nationales sont contenues dans les dispositions nationales auxquelles il est fait référence ci-dessous; des explications concernant la teneur de ces dispositions sont fournies si nécessaire ;**
b) these national requirements are contained in the national provisions referenced below ; explanations concerning the content of those provisions are provided where necessary ;
- c) les détails de toute disposition équivalente dans l'ensemble applicable en vertu de l'article VI, paragraphes 3 et 4, sont fournis sous la rubrique correspondante des prescriptions nationales énumérées ci-après ;**
c) the details of any substantial equivalencies under Article VI, paragraphs 3 and 4, are provided under the corresponding national requirement listed below ;
- d) toutes dérogations octroyées par l'autorité compétente conformément au titre 3 sont clairement indiquées dans la section prévue à cet effet ci-après ; et**
d) any exemptions granted by the competent authority in accordance with Title 3 are clearly indicated in the section provided for this purpose below ; and
- e) les prescriptions relatives à une catégorie spécifique de navires prévues par la législation nationale sont également mentionnées sous la rubrique correspondante.**
e) any ship-type specific requirements under national legislation are also referenced under the requirements concerned.

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

La définition de gens de mer est fixée par l'article L. 5511-1 du code des transports et de ses dispositions réglementaires en résultant.

Conformément à l'article R. 5511-5 du code des transports, sont notamment exclus de la catégorie de gens de mer : les représentants de l'armateur ou des clients, les interprètes, les photographes, les journalistes, les chercheurs, les artistes, mannequins ou autres professionnels de la culture, les majordomes, les chefs gastronomiques, les ministres du culte, les activités relatives au bien-être ou au sport.

Les gens de mer résidant en France relèvent du code du travail, sous réserve des dérogations ou des dispositions particulières prévues par le livre V de la cinquième partie du code des transports et des dispositions réglementaires attachées (articles L. 5612-1 et L. 5541-1 du code des transports).

Les gens de mer résidant hors de France, quelle que soit la loi applicable à leur contrat d'engagement maritime, relèvent des dispositions du livre VI de la cinquième partie du code des transports, et des dispositions du livre V auxquelles l'article L. 5612-1 du même code renvoie, sans préjudice des dispositions plus favorables des conventions et accords collectifs applicables aux gens de mer non résidents (articles L. 5612-1 et L. 5621-7 du code des transports).

The definition of the term "seafarer" is set out in article L. 5511-1 of the French Transport Code and the ensuing regulations.

In accordance with article R. 5511-5 of the Transport Code, the following persons are specifically excluded from this category of personnel: representatives of the shipowner or customers, interpreters, photographers, journalists, researchers, artists, models or other cultural professionals, butlers, gourmet chefs, ministers of religion, and those involved in welfare or sport.

Seafarers residing in France are subject to the Labour Code, subject to the exemptions or special provisions set out in Book V of Part V of the Transport Code and the associated regulatory provisions (Articles L. 5612-1 and L. 5541-1 of the Transport Code).

Seafarers residing outside France, regardless of the law applicable to their maritime employment contract, are subject to the provisions of Book VI of Part Five of the Transport Code, and the provisions of Book V to which article L. 5612-1 of the same code refers, without prejudice to the more favourable provisions of collective agreements and agreements applicable to non-resident seafarers (articles L. 5612-1 and L. 5621-7 of the French Transport Code).

1- Age minimum (règle 1.1)

1- Minimum age (regulation 1.1)

Les personnes employées à bord ne peuvent être âgées de moins de 18 ans. Toutefois, les jeunes âgés de seize à dix-huit ans peuvent être employés à bord dans le cadre d'une formation professionnelle (articles L. 5545-5 à L. 5545-8 du code des transports).

Le travail de nuit est interdit aux jeunes de moins de 18 ans. Les services de quart la nuit de 21 heures à 6 heures sont considérés comme du travail de nuit. Toutefois, lorsque la formation le justifie, une dérogation à l'interdiction du travail de nuit peut être accordée par l'inspecteur du travail (article L. 5544-27 du code précité).

Il est interdit d'affecter les jeunes travailleurs ayant entre 16 et 18 ans aux travaux dangereux mentionnés à l'article 14 du décret n° 2017-1473 du 13 octobre 2017.

Toutefois, ces jeunes peuvent effectuer les travaux mentionnés à l'article 15 du décret précité sous réserve du respect des conditions fixées par ce décret. En particulier, l'employeur doit effectuer au préalable une déclaration de dérogation à l'agent de contrôle de l'inspection du travail sauf si le jeune de moins de 18 ans est titulaire d'un titre de formation professionnelle correspondant à la fonction ou à l'activité qu'il exerce à bord. Le jeune de moins de moins de 18 ans affecté à un travail mentionné à l'article 15 du décret précité est encadré par une personne désignée durant l'exécution de ce travail. Celle-ci doit être compétente, majeure et membre de l'équipage (article 16 du décret précité).

L'armateur ne peut pas employer à bord des personnes âgées de moins de 18 ans résidant hors de France.

Persons employed on board must not be under 18 years of age. However, young people aged between sixteen and eighteen may be employed on board as part of a vocational training course (articles L. 5545-5 to L. 5545-8 of the French Transport Code).

Young people under the age of 18 are prohibited from working nights. Night shifts between 9 p.m. and 6 a.m. are considered to be night work. However, where training requires it, an exemption from the ban on night work may be granted by the labour inspector (article L. 5544-27 of the aforementioned code).

Young workers between the ages of 16 and 18 may not be assigned to the dangerous work mentioned in article 14 of decree no. 2017-1473 of 13 October 2017.

However, under the conditions laid down in the aforementioned decree, these young people may undertake the work mentioned in article 15. However, the employer must submit a declaration of exemption to the Labour Inspectorate control agent beforehand, unless the young person under 18 holds a vocational training certificate relevant to the job or activity he or she is carrying out on board. A young person under the age of 18 assigned to a job mentioned in article 15 of the aforementioned decree must be supervised by a designated person while carrying out this job. This person must be competent, of age and a member of the crew (article 16 of the aforementioned decree).

The shipowner may not employ onboard persons under the age of 18 who are not resident in France.

2- Certificat médical d'aptitude (règle 1.2)

2- Medical certification (regulation 1.2)

Les gens de mer doivent être en possession d'un certificat d'aptitude médicale en cours de validité attestant qu'ils sont médicalement aptes à exercer leurs fonctions à bord (articles L. 5521-1 et L. 5545-3-1 du code des transports).

Les normes d'aptitude médicale sont fixées par l'annexe I du décret n° 2015-1575 du 3 décembre 2015.

Les autorités françaises compétentes pour délivrer un certificat d'aptitude médicale à un gens de mer sont soit le service de santé des gens de mer (SSGM), soit un médecin agréé par le service de santé des gens de mer (article L. 5521-1 et L. 5549-1 du code précité).

Le certificat médical d'aptitude à la navigation émis par une autorité française est conforme au modèle établi par arrêté, qui répond aux exigences des conventions internationales de l'Organisation maritime internationale et de l'Organisation internationale du Travail (article 6 du décret n° 2015-1575 du 3 décembre 2015 et arrêté du 2 mars 2016 relatif à l'aptitude médicale à la navigation).

En-dehors des autorités françaises précitées, seul un médecin étranger agréé dans les conditions suivantes peut émettre un certificat médical (article L. 5521-1-1 du code précité) :

1. ce médecin doit être agréé par cet État ;
2. ce médecin doit être établi dans l'État qui l'a agréé ;
3. cet État doit avoir ratifié une convention OMI ou OIT comprenant des exigences relatives aux normes minimales d'aptitude des gens de mer.

Le certificat médical émis par un médecin étranger agréé est conforme aux exigences des conventions internationales de l'Organisation maritime internationale et de l'Organisation internationale du Travail (article L. 5521-1-1 du code précité). Il indique notamment que l'ouïe et la vue sont satisfaisantes (y compris la perception chromatique), et que le gens de mer n'est atteint d'aucun problème médical qui risque d'être aggravé par le service en mer.

La durée de validité du certificat médical est de deux ans, de un an pour les personnes de moins de 18 ans et de plus de 55 ans ainsi que pour les gens de mer occupant des fonctions en passerelle de quart ou de veille, travaillant principalement de nuit. La durée maximale de validité de la partie du certificat se rapportant à la perception des couleurs est de six ans (article 8 du décret précité).

- Lorsque la validité du certificat médical expire au cours du voyage du navire, le certificat reste valide le pendant une durée maximale de trois mois supplémentaires, jusqu'au prochain port d'escale où il peut être procédé à son renouvellement (article 8 du décret précité).

Seafarers must have a valid medical certificate confirming that they are medically fit to carry out their duties on board (articles L. 5521-1 and L. 5545-3-1 of the French Transport Code).

Medical fitness standards are set out in appendix I of decree no. 2015-1575 of 3 December 2015.

The French authorities authorised to issue a certificate of medical fitness to a seafarer are either the seafarers' health service (SSGM) or an approved doctor from the seafarers' health service (articles L. 5521-1 and L. 5549-1 of the aforementioned code).

The certificate of medical fitness for navigation issued by a French authority conforms with the template established by decree, which fulfils the requirements of the international conventions of the International Maritime Organisation and the International Labour Organisation (article 6 of decree no. 2015-1575 of 3 December 2015 and government order of 2 March 2016 on medical fitness for navigation).

Apart from the aforementioned French authorities, the only foreign doctor who can issue medical certificates is one who is approved under the following conditions (article L. 5521-1-1 of the aforementioned code#):

1. the doctor must be licensed by that State;
2. the doctor must be based in the State which approved her or him;
3. the State must have ratified an IMO or ILO Convention containing requirements relating to minimum standards of fitness for seafarers.

The medical certificate from a licensed foreign doctor complies with the requirements of the international agreements of the International Maritime Organisation and the International Labour Organisation (article L. 5521-1-1 of the aforementioned code). Specifically, it must state that the seafarer's hearing and eyesight are satisfactory (including colour perception), and that the seafarer does not suffer from any medical condition that is likely to be aggravated by service at sea.

The medical certificate is valid for two years, or one year for people under 18 and over 55, as well as for seafarers who undertake watch duties or on the bridge, working mainly at night. The maximum period of validity for the part of the certificate relating to colour perception is six years (article 8 of the aforementioned decree).

- If the medical certificate expires during the ship's voyage, it will remain valid for a maximum of a further three months, until the ship reaches the next port of call, where it can be renewed (article 8 of the aforementioned decree).

3- Qualifications des gens de mer(règle 1.3) 3- *Qualifications of seafarers (regulation 1.3)*

Tous les gens de mer doivent avoir suivi une formation minimale qui leur permet d'exercer leurs fonctions à bord. Les gens de mer doivent avoir suivi avec succès une formation à la sécurité individuelle à bord des navires (articles 3 à 5 du décret précité).

Les marins doivent détenir les titres de formation professionnelle maritime et de qualification correspondant aux capacités et aux fonctions qu'il est appelé à exercer à bord du navire (articles L. 5521-2 et suivants du code des transports et décret n° 2015-723 du 24 juin 2015).

Les titres sont délivrés par l'autorité maritime française ou sont reconnus par elle lorsqu'ils sont délivrés par d'autres Etats membres de l'Union européenne ou par des pays tiers dans les conditions fixées par l'article L. 5521-2 du code des transports.

Des dérogations aux titres peuvent être accordées dans les conditions fixées par les articles 6 à 8 du décret n° 2015-723 du 24 juin 2015.

All seafarers are required to have completed a basic training course to enable them to carry out their duties on board. Seafarers must have successfully completed individual safety training on board ships (articles 3 to 5 of the aforementioned decree).

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

Seafarers must hold maritime vocational training and qualification certificates relevant to the skills and duties they will be required to carry out on board the ship (articles L. 5521-2 et seq. of the French Transport Code and decree no. 015-723 of 24 June 2015).

Certificates are issued by the French maritime authority or acknowledged by it when they are issued by other Member States of the European Union or by third countries under the conditions set out in article L. 5521-2 of the Transport Code.

Exemptions from these qualifications may be granted under the conditions set out in articles 6 to 8 of decree no. 2015-723 of 24 June 2015.

4- Contrats d'engagement maritime (règle 2.1)
4- Seafarers' employment agreements (regulation 2.1)

I. Dispositions applicables aux gens de mer résidant en France et résidant hors de France

Pour chaque gens de mer employé à bord, un contrat d'engagement maritime écrit en cours de validité est disponible à bord, signé par le gens de mer et par l'armateur ou tout autre employeur (articles L. 5542-1, L. 5542-3, L. 5549-2 et L. 5621-8 du code des transports).

Les gens de mer disposent d'un délai suffisant pour leur permettre de prendre connaissance de leur contrat et de demander conseil avant de le signer. Ils signent le contrat et en reçoivent un exemplaire avant l'embarquement (articles L. 5542-5 et L. 5621-12 du code précité).

Le capitaine détient à bord un exemplaire du contrat type, ainsi que les éléments des conventions et accords collectifs qui portent sur les matières contrôlées au titre des inspections par l'État du port, dans une ou plusieurs versions en langue étrangère, dont au moins une en anglais (articles L. 5542-6-1 et L. 5621-12 du code précité).

Un relevé de services est délivré aux gens de mer par leur employeur à tout moment, sur demande, et à la rupture du contrat d'engagement maritime. Les relevés ne contiennent aucune appréciation de la qualité du travail des gens de mer et aucune indication sur leur salaire (article L. 5542-39-1 du code précité et décret n° 2015-440 du 17 avril 2015).

II. Dispositions applicables aux gens de mer résidant en France

Les contrats d'engagement des gens de mer contiennent les mentions obligatoires prévues par les articles L. 5542-3 et L. 5542-4 du code précité, en particulier :

- Les droits à congés payés ou la formule utilisée pour les calculer. Les gens de mer ont droit à trois jours calendaires de congé payés par mois (article L. 5544-23 du code précité) ;
- Le délai à observer en cas de rupture par l'une des parties. Sous réserve des dispositions de l'article L. 5542-43 du code précité, ce délai est le même pour les deux parties et ne peut être inférieur à sept jours, sauf circonstances invoquées par le marin, pour motifs d'urgence ou humanitaires, qui sont de droit (article L. 5542-14 du code précité).
- Le droit du gens de mer à un rapatriement. L'article L. 5542-29 du code précité détermine l'étendue et les modalités de ce droit :
 - Lorsque le contrat à durée déterminée ou au voyage prend fin dans un port non métropolitain ;
 - A la fin de la période de préavis prévue par l'article L. 5542-4 du même code ;
 - En cas de licenciement ou de débarquement pour motif disciplinaire ;
 - En cas de maladie, d'accident ou pour toute autre raison d'ordre médical nécessitant son débarquement ;
 - En cas de naufrage ;
 - Quand l'armateur n'est plus en mesure de remplir ses obligations légales ou contractuelles d'employeur pour cause d'ouverture d'une procédure collective, changement d'immatriculation, vente du navire ou toute autre raison analogue ;
 - En cas de suspension ou de cessation de l'emploi ;

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

- A l'issue d'une période d'embarquement maximale de six mois, qui peut être portée à neuf mois par accord collectif. Cette période peut être prolongée ou réduite d'un mois au plus pour des motifs liés à l'exploitation commerciale du navire ;
- Quand le navire fait route vers une zone de conflit armé où le marin n'accepte pas de se rendre.

Les jeunes de moins de 18 ans doivent être titulaires soit d'un contrat d'engagement maritime, soit d'un contrat d'apprentissage, soit d'un contrat de professionnalisation, soit d'une convention de stage (articles L. 5545-6 et L. 5621-12 du code précité et article 1^{er} du décret n° 2017-1473 du 13 octobre 2017).

III. Dispositions applicables aux gens de mer non résidant en France

Quelle que soit la loi choisie par les parties au contrat d'engagement maritime, celui-ci est établi conformément aux stipulations de la convention du travail maritime, 2006, de l'Organisation internationale du travail (article L. 5621-7 du code précité). Les contrats d'engagement des gens de mer contiennent les mentions obligatoires prévues par la norme A2.1, paragraphe 4, en particulier :

- Le congé payé annuel ou la formule éventuellement utilisée pour le calculer. La durée des congés payés des gens de mer est de trois jours par mois de travail effectif (article L. 5623-8 du code précité) ;
- Le terme du contrat et les conditions de sa cessation. En particulier, le délai de préavis réciproque en cas de rupture du contrat d'engagement est d'un mois. Il n'est pas applicable en cas de perte totale de navigabilité, de désarmement du navire, de faute grave ou lourde du salarié ou lorsque le navire fait route vers une zone de guerre (article L. 5621-14 du code précité) ;
- Le droit du marin à un rapatriement. Les articles L. 5621-9 et L. 5621-16 du code précité déterminent l'étendue et les modalités de ce droit :
 - Les gens de mer résidant hors de France sont rapatriés dans des conditions au moins équivalentes à celles des stipulations de la convention du travail maritime, 2006, de l'Organisation internationale du travail relatives au rapatriement des gens de mer.
 - Un accord collectif peut prévoir des dispositions plus favorables.
 - Le rapatriement est organisé aux frais de l'armateur, dans le cas d'un contrat d'engagement direct, ou aux frais de l'entreprise de travail maritime, dans le cas d'un contrat de mise à disposition, sans préjudice de leur droit à recouvrer auprès des gens de mer les sommes engagées, en cas de faute grave ou lourde de ceux-ci.
 - La destination du rapatriement peut être, au choix du rapatrié :

1° Le lieu d'engagement ;

2° Le lieu stipulé par la convention collective ou par le contrat ;

3° Le lieu de résidence du rapatrié.

- La durée maximale d'embarquement est de six mois. Elle peut être portée à neuf mois dans le cadre d'un accord collectif et, dans les deux cas, prolongée ou réduite d'un mois au plus pour des motifs liés à l'exploitation du navire.

I. Provisions governing seafarers resident in France and those resident outside France

For each seafarer employed on board, there is a valid written seafarers' employment contract available on board, which has been signed by the seafarer and the shipowner or other employer (articles L. 5542-1, L. 5542-3, L. 5549-2 and L. 5621-8 of the French Transport Code).

Seafarers are entitled to have enough time to familiarise themselves with their contract and to seek advice before signing it. They will sign the contract and receive a copy prior to embarkation (articles L. 5542-5 and L. 5621-12 of the aforementioned code).

The Captain must have a copy of the standard contract on board, as well as information on conventions and collective agreements relating to matters subject to Port State Control inspections, in one or more

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

foreign language versions, at least one of which must be in English (article L. 5542-6-1 and L. 5621-12 of the aforementioned code).

A certificate of service is issued to seafarers by their employer at any time, on request, and on termination of the seafarers' employment contract. The statements contain no assessment of the quality of the seafarers' work and no indication of their wages (article L. 5542-39-1 of the aforementioned code and decree no. 2015-440 of 17 April 2015).

II. Provisions governing seafarers resident in France

Seafarers' employment contracts must contain the information required by articles L. 5542-3 and L. 5542-4 of the aforementioned code, specifically:

- Paid holiday entitlements or the formula used to calculate them. Seafarers are entitled to three calendar days paid leave per month (article L. 5544-23 of the aforementioned code);
- Should the contract be terminated by either party, there is a notice period to be given. Subject to the provisions of article L. 5542-43 of the aforementioned code, this notice period is the same for both parties and must not be less than seven days, except under circumstances cited by the seafarer, for emergency or humanitarian reasons, as provided for by law (article L. 5542-14 of the aforementioned code).
- Seafarers right to repatriation. Article L. 5542-29 of the aforementioned code sets out the scope and conditions of this right:
 - When the fixed-term or voyage contract ends in a non-metropolitan port;
 - At the end of the notice period provided for in article L. 5542-4 of the same code;
 - In the event of dismissal or disembarkation for disciplinary reasons;
 - In the event of illness, accident or any other medical reason requiring disembarkation;
 - In the event of shipwreck;
 - When the shipowner is unable to fulfil his legal or contractual obligations as employer due to the opening of collective proceedings, change of registration, sale of the vessel or any other similar reason;
 - In the event of suspension or termination of employment;
 - At the end of a maximum embarkation period of six months, which may be extended to nine months by collective agreement. This period may be extended or reduced by a maximum of one month on grounds related to the commercial operation of the ship;
 - When the ship is en route to an area of armed conflict where the seafarer does not agree to go.

Under-18s must hold one of the following: a maritime employment contract, an apprenticeship contract, a professional training contract or an internship agreement (articles L. 5545-6 and L. 5621-12 of the aforementioned code and article 1 of decree no. 2017-1473 of 13 October 2017).

III. Provisions governing seafarers not resident in France

Irrespective of the law chosen by the parties to the seafarers' employment agreement, it must be drawn up in accordance with the provisions of the Maritime Labour Convention, 2006, of the International Labour Organisation (article L. 5621-7 of the aforementioned code).seafarers' employment agreements must contain the information required by Standard A2.1, paragraph 4, in particular:

- The annual paid leave or the formula used to calculate it. The entitlement to paid leave for seafarers is three days per month of actual work (article L. 5623-8 of the aforementioned code);
- The end of the contract and the conditions governing its termination. Specifically, the mutual notice period in the event of termination of the employment contract is one month. It does not apply in the event of total loss of seaworthiness, decommissioning of the ship, serious or gross misconduct on the part of the employee or when the ship is en route to a war zone (article L. 5621-14 of the aforementioned code);
- The seafarer's right to repatriation. Articles L. 5621-9 and L. 5621-16 of the aforementioned code determine the scope and conditions of this right:
 - Seafarers residing outside France shall be repatriated on terms at least equivalent to those laid down in the provisions of the Maritime Labour Convention, 2006, of the International Labour Organisation relating to the repatriation of seafarers.
 - A collective agreement may provide for more favourable terms and conditions.

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

- Repatriation is organised at the shipowner's expense, in the case of a direct employment contract, or at the expense of the maritime labour company, in the case of an agency worker, without prejudice to their right to recover from the seafarers the sums incurred, in the event of serious or gross misconduct on their part.
- The destination for repatriation may be, at the choice of the repatriate:

1° The place of engagement;

2° The place stipulated by the collective agreement or by the contract;

3° The repatriate's place of residence.

- The maximum embarkation period is six months. It may be extended to nine months by collective agreement and, in both cases, may be extended or reduced by a maximum of one month for operational reasons.

5- Recours à tout service de recrutement et de placement privé sous licence ou agréé ou réglementé (règle 1.4)

5- Use of any licensed or certified or regulated private recruitment and placement service (regulation 1.4)

L'armateur peut recourir à des gens de mer placés ou mis à disposition par un service privé de recrutement ou de placement de gens de mer (SPRPGM) dans les conditions fixées par les articles L. 5546-1-1 et suivants du code des transports, en application de l'article L. 5621-1 du code précité.

Dans le cas d'une mise à disposition de gens de mer :

- Le contrat de mise à disposition des gens de mer doit être conclu entre l'armateur et le SPRPGM (article L. 5546-1-6 du code précité) ;
- La mise à disposition doit être faite auprès de l'armateur (article L. 5546-1-6 du code précité) ;
- La rémunération des gens de mer doit être effectuée par le SPRPGM (article L. 5546-1-1 du code précité).

Lorsque le SPRPGM est établi en France, l'armateur s'assure qu'il respecte les obligations fixées aux articles L. 5546-1-1 et suivants du code des transports, et en particulier qu'il est inscrit au registre national des SPRPGM dont la liste est publiée sur le site Internet du ministère chargé de la mer.

Lorsque le SPRPGM est établi hors de France, l'armateur effectue la déclaration prévue aux articles L. 5546-1-1 du code précité, via le portail de l'armateur selon les modalités fixées par l'article 20 du décret n° 2017-1119 du 29 juin 2017 et par l'article 6 de l'arrêté du 16 janvier 2018 relatif aux SPRPGM.

Lorsque le SPRPGM est établi hors de France :

- dans un pays ayant ratifié la convention du travail maritime, 2006, l'armateur s'assure que le SPRPGM détient un justificatif de l'État dans lequel le SPRPGM est situé attestant que celui-ci exerce son activité conformément à la réglementation nationale de cet État (article 6 de l'arrêté du 16 janvier 2018 relatif aux SPRPGM) ;
- dans un pays n'ayant pas ratifié la convention du travail maritime, 2006, l'armateur atteste que ce SPRPGM respecte les dispositions relatives au recrutement de la norme A1.4 de cette convention (article L. 5533-3 du code précité et arrêté du 3 juin 2021 fixant les modèles d'attestation).

Aucun SPRPGM ne peut, ni avoir recours à des agissements qui auraient pour objet ou pour effet d'empêcher ou de dissuader les gens de mer d'obtenir un emploi pour lequel ils possèdent les conditions requises, ni imputer aux gens de mer de frais directement ou indirectement occasionnés au titre de leur mise à disposition ou de leur placement (article L. 5546-1-3 du code précité).

L'armateur est responsable, à l'égard de l'ensemble des gens de mer travaillant à bord, du respect des règles définies au livre VI de la cinquième partie du code des transports, indépendamment de la responsabilité de chacun de leurs employeurs (article L. 5612-6 du code précité).

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

The shipowner may use seafarers recruited or supplied by a private recruitment or placement agency for seafarers (SPRPGM) under the conditions set out in articles L. 5546-1-1 et seq. of the French Transport Code, in accordance with article L. 5621-1 of the aforementioned code.

When seafarers are supplied:

- The contract for the supply of seafarers must be drawn up between the shipowner and the SPRPGM (article L. 5546-1-6 of the aforementioned code);
- The seafarers must be supplied by the shipowner (article L. 5546-1-6 of the aforementioned code);
- Seafarers must be paid by the SPRPGM (article L. 5546-1-1 of the aforementioned code).

If the SPRPGM is registered in France, the shipowner must ensure that it complies with the obligations set out in articles L. 5546-1-1 et seq. of the Transport Code, and in particular that it is registered in the national register of SPRPGMs, the list of which is published on the website of the Ministry of the Sea.

If the SPRPGM is registered outside France, the shipowner must make the declaration provided for in articles L. 5546-1-1 of the aforementioned code, article 20 of decree no. 2017-1119 of 29 June 2017 and article 6 of the government order of 16 January 2018 on SPRPGM

If the SPRPGM is registered outside France:

- in a country that has ratified the Maritime Labour Convention, 2006, the shipowner shall ensure that the SPRPGM holds valid certification from the State in which the SPRPGM is located indicating that it operates in accordance with the national regulations of that State (article 6 of the government order of 16 January 2018 on SPRPGM);
- in a country that has not ratified the Maritime Labour Convention, 2006, the shipowner certifies that this SPRPGM complies with the requirements relating to recruitment set out in standard A1.4 of this convention (article L. 5533-3 of the aforementioned code and government order of 3 June 2021 setting out the certificate templates).

SPRPGM may not act to prevent or dissuade seafarers from obtaining employment for which they are qualified, and may not charge seafarers for expenses directly or indirectly incurred in connection with their hire or placement (article L. 5546-1-3 of the aforementioned code).

The shipowner is responsible for compliance with the rules defined by book VI of the fifth part of the Transport Code, with regard to all seafarers working on board regardless of the responsibility of each of their employers (article L. 5612-6 of the aforementioned code)

6- Durée du travail ou du repos (règle 2.3)

6- Hours of work or rest (regulation 2.3)

I. Dispositions applicables aux gens de mer résidant en France et hors de France :

Un tableau de service indique pour chaque fonction :

- le programme de service à la mer et au port ;
- le nombre maximal d'heures de travail ou le nombre minimal d'heures de repos, prescrits par la législation, la réglementation ou la convention collective applicable.

Les modifications apportées à ce tableau en cours de voyage sont consignées dans le livre de bord ou annexées à celui-ci et affichées dans les locaux de l'équipage. Le tableau est affiché dans les locaux réservés à l'équipage (article 17 du décret n° 2005-305 précité et article L. 5623-3 du code précité).

Un registre des heures quotidiennes de travail ou de repos des gens de mer est tenu par le capitaine du navire. Le gens de mer doit recevoir et émarger une copie du registre le concernant, émargé par le capitaine ou son représentant (article 18 du décret n° 2005-305 précité et article L. 5623-4 du code précité).

Le tableau de service et le registre des heures quotidiennes de travail ou de repos sont rédigés en français ainsi qu'en langue anglaise (article 18 du décret n° 2005-305 précité) et sont conformes aux modèles de l'annexe 150-3.A.1 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987.

II. Dispositions applicables aux gens de mer résidant en France :

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

Le travail à bord des navires est organisé sur la base de huit heures par jour (article 3 du décret n° 2005-305 du 31 mars 2005).

La durée minimale de repos quotidien est de dix heures par période de vingt-quatre heures. Ce repos quotidien ne peut être scindé en plus de deux périodes dont l'une est d'au moins six heures consécutives. L'intervalle entre deux périodes consécutives de repos ne peut dépasser quatorze heures (article L. 5544-15 du code précité).

À bord des navires à passagers, il peut être dérogé aux règles de scission du repos quotidien lorsqu'une convention collective ou un accord collectif étendu ou un accord collectif d'entreprise le prévoit sous réserve de respecter les conditions prévues à l'article L. 5544-4 du code précité.

La durée maximale de travail est de quatorze heures par période de vingt-quatre heures et de soixante-douze heures par période de sept jours (article L. 5544-4 du code des transports).

La durée maximale quotidienne de travail de quatorze heures peut être dépassée sans limite dans toute circonstance intéressant la sécurité du navire ou celle des personnes à bord ou de la cargaison, ou la sûreté, ou en vue de porter assistance. Dès que cela est possible, le capitaine accorde un repos aux gens de mer qui ont interrompu leur période de repos (article 5 du décret n° 2005-305 précité).

La durée maximale hebdomadaire de travail de soixante-douze heures peut être dépassée lorsqu'une convention collective ou un accord collectif étendu ou un accord collectif d'entreprise le prévoit sous réserve de respecter les conditions prévues à l'article L. 5544-4 du code précité.

Le droit au repos hebdomadaire est déterminé par les articles L. 5544-17 à L. 5544-20 du code précité et L. 3132-3 du code du travail. Un accord collectif ou l'employeur peut prévoir la prise du repos hebdomadaire par roulement, de manière différée, au retour au port ou en cours de voyage, dans un port d'escale dans les conditions fixées par l'article L. 5544-18 du code des transports (article 1^{er} du décret n° 2007-1843 du 26 décembre 2007).

Le droit aux jours fériés est déterminé par les articles L. 5544-22 du code des transports et L. 3133-1 du code du travail. Un accord collectif peut compenser les fêtes légales dans les temps de repos à terre dans les conditions fixées par l'article L. 5544-22 du code précité.

Pour les jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans, la durée maximale de travail effectif est de huit heures par jour et de trente-cinq heures par semaine, sauf dérogation dans les conditions fixées par l'article L. 5544-26 du code des transports.

III. Dispositions applicables aux gens de mer résidant hors de France

Le travail des gens de mer est organisé sur la base de 8 heures par jour, 48 heures par semaine et 208 heures par mois. Pour des raisons d'exploitation, il peut être organisé, dans la limite de 12 heures, sur une autre base journalière, dans des conditions fixées par conventions ou accords collectifs (article L. 5623-1 du code précité).

Les durées minimales de repos sont déterminées dans les conditions suivantes (article L. 5623-5 du code précité) :

1° Les durées de repos ne peuvent être inférieures à 10 heures par période de 24 heures et 77 heures par période de sept jours ;

2° Le repos quotidien peut être fractionné en deux périodes sous réserve qu'une d'entre elles ne soit pas inférieure à 6 heures et que l'intervalle entre deux périodes consécutives n'excède pas 14 heures.

Les gens de mer ont droit à une journée de repos hebdomadaire. Lorsque la journée de repos hebdomadaire coïncide avec un jour férié, le repos hebdomadaire est réputé acquis. Lorsque le salarié n'a pas, pour des motifs liés à l'exploitation du navire, bénéficié de son repos hebdomadaire, les parties au contrat d'engagement conviennent que ce repos est reporté à l'issue de l'embarquement ou rémunéré comme des heures supplémentaires (article L. 5623-6 du code précité).

Le nombre de jours fériés auquel ont droit les gens de mer est fixé par convention ou accord collectif, ou à défaut par le contrat d'engagement. Les jours fériés sont choisis parmi les jours de fêtes légales des pays dont les gens de mer sont ressortissants. Les parties au contrat d'engagement conviennent que chaque jour férié travaillé ou coïncidant avec la journée de repos

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

hebdomadaire fait l'objet soit d'un repos équivalent, soit d'une rémunération majorée (article L. 5623-7 du code précité).

I. Conditions applying to seafarers resident in France and outside France::

A table with the shipboard working arrangements which shall contain for every position at least :

- the schedule of service at sea and in port;
- the maximum hours of work or the minimum hours of rest required by the applicable legislation, regulations or collective agreement.

Changes made to this table during the journey are either recorded in the logbook or appended to it, and posted in the crew quarters. The schedule is displayed in the crew quarters (article 17 of the aforementioned decree no. 2005-305 and article L. 5623-3 of the aforementioned code).

A record of seafarers' daily working or resting hours is kept by the ship's captain. Seafarers must receive and sign a copy of the record that relates to them, signed by the captain or his representative (article 18 of Decree No. 2005-305, and article L. 5623-3 of the aforementioned code).

The table with the shipboard working arrangements and the record of seafarers' daily working or resting hours are drawn up in French as well as in English (article 18 of the aforementioned decree no. 2005-305) and follow the templates in appendix 150-3.A.1 of the general regulations appended to the government order of 23 November 1987.

II. Conditions applying to seafarers resident in France:

Work on board ships is organised around an eight-hour day (article 3 of decree no. 2005-305 of 31 March 2005).

The daily rest period must be at least ten hours per twenty-four hour period. This daily rest period may not be split into more than two periods, one of which must be at least six consecutive hours. The interval between two consecutive rest periods may not exceed fourteen hours (article L. 5544-15 of the aforementioned code).

On board passenger ships, the rules on splitting the daily rest period may be waived where a collective agreement or an extended collective agreement or a company collective agreement so provides, subject to compliance with the conditions set out in article L. 5544-4 of the aforementioned code.

Maximum working hours are fourteen hours per twenty-four hour period and seventy-two hours per seven day period (article L. 5544-4 of the French Transport Code).

The twenty-four hour maximum daily working time may be exceeded without limit in any circumstances affecting the safety of the ship or persons on board or the cargo, or security, or in order to render assistance. As soon as possible, the captain shall grant a rest period to seafarers who have interrupted their rest period (article 5 of the aforementioned decree no. 2005-305).

The maximum weekly working time of seventy-two hours may be exceeded where a collective agreement or an extended collective agreement or a company collective agreement so provides, subject to compliance with the conditions set out in article L. 5544-4 of the aforementioned code.

Entitlement to a weekly rest period is determined by articles L. 5544-17 to L. 5544-20 of the aforementioned code and L. 3132-3 of the Labour Code. A collective agreement or the employer may provide for the weekly rest period to be taken in shifts, on a deferred basis, on the return to port or during the voyage, in a port of call under the conditions set out in article L. 5544-18 of the Transport Code (article 1 of decree no. 2007-1843 of 26 December 2007).

Entitlement to public holidays is set out in articles L. 5544-22 of the French Transport Code and L. 3133-1 of the French Labour Code. A collective agreement may compensate for statutory holidays in shore-based rest periods under the conditions set out in article L. 5544-22 of the aforementioned code.

In the case of young workers under the age of eighteen, the maximum actual working time is eight hours per day and thirty-five hours per week, unless an exception has been made under the conditions set out in article L. 5544-26 of the French Transport Code.

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

III. Conditions applying to seafarers resident outside France

Seafarers' work is organised around an 8-hour day, a 48-hour week and a 208-hour month. For operational reasons, work may be organised differently on a daily basis, with a maximum of 12 hours, under conditions set by collective agreements (article L. 5623-1 of the aforementioned code).

Minimum rest periods are set out as follows (article L. 5623-5 of the aforementioned code):

1° Rest periods may not be shorter than 10 hours per 24-hour period and 77 hours per seven-day period;

2° The daily rest period may be split into two periods provided that one of them is not less than 6 hours and the interval between two consecutive periods does not exceed 14 hours.

Seafarers are entitled to a weekly rest day. If the weekly rest day coincides with a public holiday, the weekly rest is considered to have been taken. If, for operational reasons, the employee is unable to take their weekly rest day, the parties to the employment contract agree that this rest day will be postponed until after embarkation or paid as overtime (article L. 5623-6 of the aforementioned code).

The number of public holidays to which seafarers are entitled is set by collective agreement or, alternatively, by the employment contract. The public holidays are selected from among the public holidays of the countries of which the seafarers are nationals. The parties to the employment contract agree that each public holiday worked or coinciding with the weekly rest day shall be the subject either of equivalent rest or of increased remuneration (article L. 5623-7 of the aforementioned code).

7- Effectifs du navire (règle 2.7) **7- Manning levels for the ship (regulation 2.7)**

Tout navire est armé avec un effectif de marins suffisant en nombre et en niveau de qualification professionnelle pour garantir la sécurité et la sûreté du navire et des personnes à bord ainsi que le respect des obligations de veille, de durée du travail et de repos (article L. 5522-2 du code des transports).

La fiche d'effectif minimal désigne le document par lequel l'autorité maritime atteste que l'effectif du navire satisfait aux exigences des conventions internationales pertinentes selon le type de navire et des mesures nationales prises pour leur application (article L. 5522-2 du code des transports).

Une liste d'équipage identifiant les gens de mer à bord de chaque navire est tenue à la disposition de toutes autorités compétentes de l'État du pavillon et de l'État du port qui en font la demande (article L. 5522-3 du code précité).

L'effectif de marins que la fiche d'effectif minimal mentionne est conforme en nombre et en niveau de qualification professionnelle à celui prévu par la fiche d'effectif minimal et en adéquation avec les gens de mer présents à bord (article 4 du décret n° 2015-406 du 10 avril 2015).

La fiche d'effectif minimal est une annexe du permis d'armement du navire (articles L. 5232-1 et R. 5232-1 du code précité).

La fiche d'effectif minimal peut se présenter sous forme dématérialisée depuis le 1^{er} février 2018 (article R. 5232-8 du code des transports). La validité et l'authenticité de ce document sont vérifiables sur l'application Promete, accessible à cette adresse :

<https://promete.din.developpement-durable.gouv.fr/promete/>

All ships must be crewed by enough seafarers, in terms of numbers and professional qualifications, to guarantee the safety and security of the ship and the people on board, as well as compliance with watchkeeping requirements, working hours and rest periods (article L. 5522-2 of the French Transport Code).

The minimum safe manning document is the document used by the maritime authority to certify that the ship's manning meets the requirements of the relevant international conventions for each type of ship and the national measures taken to apply them (article L. 5522-2 of the French Transport Code).

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

A crew list identifying the seafarers on board each ship is made available to any relevant authority of the flag State and the port State that requests it (article L. 5522-3 of the aforementioned code).

The number of seafarers listed on the minimum safe manning document complies with the number and level of professional qualifications set out in the minimum manning list and is consistent with the seafarers on board (article 4 of decree no. 2015-406 of 10 April 2015).

The minimum safe manning document is an appendix to the shipowner's permit (articles L. 5232-1 and R. 5232-1 of the aforementioned code).

Since 1 February 2018, the minimum safe manning document may be submitted in electronic form (article R. 5232-8 of the Transport Code). The validity and authenticity of this document can be checked using the Promete online system, which can be accessed at this address:

<https://promete.din.developpement-durable.gouv.fr/promete/>

8- Logement (règle 3.1)
8- Accommodation (regulation 3.1)

Les lieux de travail et de vie à bord des navires sont aménagés et entretenus de manière à ce que leur utilisation garantisse la santé physique et mentale ainsi que la sécurité des gens de mer (article L. 5545-9 du code des transports).

La division 215 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987 fixe les règles relatives au logement à bord.

En particulier, le logement des gens de mer est inspecté au moins une fois par semaine, dans les conditions fixées par l'article 215.28 du règlement général précité.

La version de la division 215 précitée est celle applicable à la date de pose de la quille du navire ou à la date à laquelle la construction se trouve à un stade équivalent (article 6 de la division 110 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987).

Des dérogations peuvent être accordées par l'autorité compétente sur le fondement des dispositions de la division 215 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987.

Work and living areas on board ships are fitted out and maintained in such a way as to ensure the physical and mental health and safety of seafarers (article L. 5545-9 of the French Transport Code).

Section 215 of the general regulations appended to the government order of 23 November 1987 sets out the rules relating to accommodation on board.

Seafarers' accommodation in particular is inspected at least once a week, in compliance with the conditions laid down in article 215.28 of the aforementioned general regulations.

The applicable version of Section 215 relates to the date on which the keel is installed on the ship or the date on which construction is at an equivalent stage (article 6 of Section 110 of the general regulations appended to the government order of 23 November 1987).

Exemptions may be granted by the appropriate authority under the provisions of Section 215 of the General Regulations, appended to the government order of 23 November 1987.

9- Installations de loisirs à bord (règle 3.1)
9- On-board recreational facilities (regulation 3.1)

L'armateur permet aux gens de mer d'accéder à bord à des activités culturelles ou de loisir et aux moyens de communication, notamment pour maintenir un contact avec leur famille ou leurs proches (article L. 5545-9-1 du code des transports).

La division 215 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987 fixe les règles relatives aux installations de loisirs à bord.

La version de la division 215 précitée applicable au navire est celle qui est applicable à la date de pose de la quille de celui-ci ou à la date à laquelle la construction se trouve à un stade équivalent (article 6 de la division 110 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987).

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

The shipowner must allow seafarers on board access to cultural or leisure activities and means of communication, in particular to maintain contact with their family or close friends (article L. 5545-9-1 of the Transport Code).

Section 215 of the general regulations, appended to the government order of 23 November 1987 sets out the regulations for on-board leisure facilities.

The applicable version of the aforementioned Section 215 relates to the date on which the keel is installed on the ship or the date on which construction is at an equivalent stage (article 6 of Section 110 of the general regulations, appended to the government order of 23 November 1987).

10- Alimentation et service de table (règle 3.2)
10- Food and catering (regulation 3.2)

L'armateur assure aux gens de mer une alimentation suffisante en quantité et en qualité et tenant compte des habitudes alimentaires (article L. 5545-9-1 du code des transports).

Les gens de mer ont droit gratuitement à la nourriture ou, pour les gens de mer résidant en France, à une indemnité pendant toute la durée du contrat d'engagement maritime (articles L. 5542-18 et L. 5621-8 du code précité).

Les règles relatives à l'eau potable, à l'alimentation, à l'hygiène et au service de table sont fixées par la division 215 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987.

En particulier, une inspection est menée au moins une fois par semaine par le capitaine ou sous son autorité, avec le concours du responsable du service concerné, pour vérifier l'approvisionnement en vivres, en eau potable, les locaux et les équipements utilisés pour le stockage et la manipulation des vivres et de l'eau potable, et la cuisine, dans les conditions fixées par l'article 215.18 du règlement général précité.

L'équipage comprend un cuisinier qualifié dans les conditions suivantes (article 2 et suivants du décret n° 2015-517 du 11 mai 2015) :

- Lorsque la liste d'équipage du navire comprend au moins vingt personnes, le cuisinier est titulaire d'un certificat de cuisinier de navire et sa présence est exigée à plein temps ;
- Lorsque la liste d'équipage comprend au moins dix personnes, le cuisinier est titulaire d'un certificat de cuisinier de navire ;
- Lorsque la liste d'équipage comprend moins de dix personnes, le cuisinier est titulaire d'une attestation de formation de base à l'hygiène.

Le cuisinier ne peut être âgé de moins de 18 ans (article L. 5544-28 du code précité) et doit être familiarisé avec les équipements du navire concerné avant de prendre ses fonctions à bord, notamment pour la conservation des vivres, la production d'eau potable et son stockage, les installations sanitaires et la gestion des déchets à bord (article 4 du décret précité).

Le personnel de table reçoit une formation de base à l'hygiène (article 7 du décret précité).

The shipowner shall provide seafarers with adequate food in terms of quantity and quality, bearing in mind their dietary requirements (article L. 5545-9-1 of the French Transport Code).

Seafarers are entitled to free meals or, for seafarers resident in France, an allowance for the entire duration of their maritime employment contract (articles L. 5542-18 and L. 5621-8 of the aforementioned code).

The rules relating to drinking water, food, hygiene and table service are set out in section 215 of the general regulations, appended to the government order of 23 November 1987.

An inspection must be carried out at least once a week, by the captain or on his authority, with the assistance of the person in charge of the relevant department, to check the supply of foodstuffs and drinking water, the premises and equipment used for the storage and handling of foodstuffs and drinking water, and the galley, in accordance with the conditions set out in article 215.18 of the aforementioned general regulations.

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

The crew must include a qualified cook under the following conditions (articles 2 et seq. of decree no. 2015-517 of 11 May 2015):

- When the ship's company comprises at least twenty people, the cook must hold a ship's cook certificate and is required full-time;
- Where the ship's company comprises at least ten people, the cook must hold a ship's cook certificate;
- When the ship's company comprises fewer than ten people, the cook must hold a basic hygiene training certificate.

The cook may not be under 18 years of age (article L. 5544-28 of the aforementioned code) and must be familiar with the ship's equipment before taking up their duties on board, especially for the storage of foodstuffs, the production and storage of drinking water, hygiene facilities and waste management on board (article 4 of the aforementioned decree).

Table staff must receive basic hygiene training (article 7 of the aforementioned decree).

11- Santé et sécurité et prévention des accidents (règle 4.3)

11- Health and safety and accident prevention (regulation 4.3)

L'**obligation de protéger la sécurité et la santé des gens de mer** est fixée par les articles L. 5545-9 et L. 5612-1 du code des transports et l'article 51-1 du décret n° 84-810 du 30 août 1984.

L'**armateur prend les mesures nécessaires** pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs dans les conditions prévues par l'article L. 4121-1 et suivants du code du travail. En particulier, l'**armateur évalue les risques** pour la santé et la sécurité des travailleurs à bord. A la suite de cette évaluation, l'armateur met en œuvre **les actions de prévention ainsi que les méthodes de travail et de production** garantissant un meilleur niveau de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs (article L. 4121-3 du code du travail).

Les **résultats de l'évaluation des risques** pour la santé et la sécurité des travailleurs sont transcrits et mis à jour dans un document unique, qui est détenu à bord (article 7 du décret n° 2007-1227 du 21 août 2007 et article R. 4121-1 du code du travail).

Les gens de mer peuvent exercer le **droit d'alerte et de retrait** dans les conditions prévues par l'article L. 5545-4 du code des transports et par le décret n° 2016-303 du 15 mars 2016.

L'**armateur organise et dispense une information et une formation des gens de mer** sur les risques pour la santé et la sécurité et les mesures de prévention à bord (articles L. 4141-1 et L. 4141-2 du code du travail).

Les règles relatives aux **femmes enceintes ou venant d'accoucher** sont prévues par les articles L. 4151-1 et suivants du code du travail.

Les règles de protection des **jeunes travailleurs âgés de moins de dix-huit ans** embarqués à bord des navires sont déterminées par le décret n° 2017-1473 du 13 octobre 2017. En particulier, une évaluation des risques auxquels le jeune travailleur est susceptible d'être exposé à bord du navire doit être effectuée.

Les règles relatives aux **salariés titulaires d'un contrat d'engagement maritime à durée déterminée** et aux **salariés temporaires** prévues par les articles L. 4154-1 et suivants du code du travail s'appliquent aux gens de mer.

L'armateur désigne un **membre de l'équipage qualifié et chargé, sous l'autorité du capitaine, de la prévention des risques professionnels maritimes** (article 6 du décret n° 2007-1227 du 21 août 2007).

Un **comité de sécurité** est établi à bord dès lors que la fiche d'effectif minimal comporte cinq marins ou plus. Ce comité est réuni à la suite d'accidents ou d'incidents graves. Un compte-rendu est établi à l'issue de chaque réunion (article 160.05 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987).

Les règles relatives à la **protection des travailleurs**, à la **conception et à l'utilisation des lieux de travail**, ainsi qu'à la **conception et à l'utilisation des appareils de levage** sont prévues par la division 214 du règlement général annexé à l'arrêté du 30 novembre 1987.

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

Les règles relatives aux **équipements de protection individuelle** sont fixées par les articles 8 à 11 du décret n° 2007-1227 du 21 août 2007.

Les règles relatives à l'**utilisation des équipements de travail et des moyens de protection** sont fixées par les articles L. 5545-11 du code des transports et les articles L. 4321-1 et suivants et R. 4321-1 et suivants du code du travail. Ces règles du code du travail ne s'appliquent pas aux équipements de travail réglementés par les divisions de l'arrêté du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987.

Les règles de prévention des **risques chimiques** sont prévues par les articles L. 4411-1 et suivants du code du travail.

Pour les risques liés à l'**amiante**, les dispositions précitées s'appliquent, ainsi que les règles fixées par le décret n° 2017-1442 du 3 octobre 2017.

Les règles de prévention des risques **biologiques** sont déterminées par les articles L. 4421-1 et suivants du code du travail.

Les règles de prévention des risques dus au **bruit** des personnels employés à bord des navires sont prévues par le décret n° 2006-1044 du 23 août 2006.

Les règles de prévention des risques dus aux **vibrations mécaniques** des personnels employés à bord des navires sont déterminées par le décret n° 2005-748 du 4 juillet 2005.

Les règles de prévention des risques d'exposition aux **rayonnements** sont prévues par les articles L. 4451-1 et suivants du code du travail. Les règles de prévention des risques d'exposition en milieu hyperbare sont prévues par les articles L. 4461-1 et R. 4461-1 et suivants du code du travail.

Les règles relatives à la prévention des risques liés aux travaux réalisés dans un établissement par une **entreprise extérieure** sont déterminées par les L. 4511-1 et R. 4511-1 du code du travail, sauf en matière de travaux relatifs à la construction et à la réparation navale. Ces travaux sont alors régis par le décret n° 77-1321 du 29 novembre 1977, en application de l'article 2 du décret n° 92-158 du 20 février 1992.

Les règles de prévention des risques résultant de la **manutention des charges** sont déterminées par l'article L. 4541-1 du code du travail.

Les règles relatives aux interventions sur les **ascenseurs élévateurs destinés au levage de personnes** et installés à demeure sont régies par les articles R. 4543-1 et suivants du code du travail. Les **autres équipements élévateurs** sont régis par la division 214.

Les règles relatives aux opérations sur les **installations électriques** ou dans leur voisinage sont prévues par les articles R. 4544-1 et suivants du code du travail.

Tout **accident du travail, lésion ou maladie professionnelle** survenu à bord fait l'objet d'un enregistrement et d'une déclaration du capitaine (article L. 5542-21-1 du code des transports).

Tout **incident** fait l'objet d'un rapport complet adressé au comité de sécurité du navire (article 160.05 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987).

The **requirement to protect the health and safety of seafarers** is set out in article L. 5545-1 et seq. of the French Transport Code and article 51-1 of decree no. 84-810 of 30 August 1984.

The **shipowner shall take all appropriate measures** to ensure the safety and protect the physical and mental health of workers under the conditions set out in article L. 4121-1 et seq. of the French Labour Code. In particular, the **shipowner shall assess the risks** to the health and safety of workers on board. Following this assessment, the shipowner must implement **preventive measures as well as work and production practices that ensure the best level of protection** for the health and safety of workers (article L. 4121-3 of the French Labour Code).

The **Risk Assessment results** for the health and safety of workers are recorded and updated in a single document, which is kept on board (article 7 of Decree No. 2007-1227 of 21 August 2007 and article R. 4121-1 of the French Labour Code).

Seafarers may exercise their **right to object and opt out** under the conditions set out in article L. 5545-4 of the Transport Code and decree no. 2016-303 of 15 March 2016.

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

The **shipowner must organise and provide information and training for seafarers** on health and safety risks and the preventive measures on board (articles L. 4141-1 and L. 4141-2 of the French Labour Code).

The regulations governing **pregnant women and women who are recently post partum** are set out in articles L. 4151-1 et seq. of the French Labour Code.

The regulations for the protection of **young workers under the age of eighteen** on board ships are set out by decree No. 2017-1473 of 13 October 2017. Specifically, an assessment of the risks to which the young worker is likely to be exposed on board the ship must be carried out.

The regulations for **employees with fixed-term maritime employment contracts** and **temporary employees** set out in articles L. 4154-1 et seq. of the Labour Code apply to seafarers.

The shipowner must appoint a **qualified crew member to be responsible, on behalf of the captain, for the prevention of maritime occupational hazards** (article 6 of decree no. 2007-1227 of 21 August 2007).

An **on-board safety committee** must be set up if the minimum manning list comprises five or more seafarers. This committee shall be convened following accidents or serious incidents. Minutes are taken at the end of each meeting (article 160.05 of the general regulations appended to the government order of 23 November 1987).

The regulations governing the **protection of workers**, the **design and use of workplaces** and the **design and use of lifting equipment** are set out in section 214 of the general regulations appended to the government order of 30 November 1987.

The regulations relating to **personal protective equipment** are set out in articles 8 to 11 of decree no. 2007-1227 of 21 August 2007.

The rules governing the **use of work equipment and protective equipment** are set out in articles L. 5545-11 of the French Transport Code and articles L. 4321-1 et seq. and R. 4321-1 et seq. of the French Labour Code. These rules of the Labour Code do not apply to work equipment regulated by the sections of the general regulations government order, appended to the government order of 23 November 1987.

The regulations governing the protection against **chemical risks** are set out in articles L. 4411-1 et seq. of the French Labour Code.

For **asbestos**-related risks, the aforementioned provisions apply, as well as the rules laid down by decree no. 2017-1442 of 3 October 2017.

The regulations governing the protection against **biological** risks are set out in articles L. 4421-1 et seq. of the Labour Code.

The regulations governing the protection of personnel employed on board ships against **noise** risks are set out in decree no. 2006-1044 of 23 August 2006.

The regulations governing the protection of personnel employed on board ships from the risks of **mechanical vibration** are set out in decree no. 2005-748 of 4 July 2005.

The regulations governing the protection against the risks of exposure to **radiation** are set out in articles L. 4451-1 et seq. of the French Labour Code, and the regulations governing the protection against the risks of exposure in hyperbaric environments are set out in articles L. 4461-1 and R. 4461-1 et seq. of the French Labour Code.

The regulations governing the protection against risks associated with work carried out in an establishment by an **external company** are set out in L. 4511-1 and R. 4511-1 of the French Labour Code, with the exception of work relating to shipbuilding and ship repair. Such work is governed by decree no. 77-1321 of 29 November 1977, pursuant to article 2 of decree no. 92-158 of 20 February 1992.

The regulations governing the protection against risks arising from **manual handling** are set out in article L. 4541-1 of the French Labour Code.

The regulations governing work on **permanently installed passenger lifts** are set out in articles R. 4543-1 et seq. of the French Labour Code.. **Other elevating equipment** is regulated by section 214.

The regulations governing operations on or near **electrical installations** are set out in articles R. 4544-1 et seq. of the French Labour Code.

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

All **occupational accidents, injuries or illnesses** occurring on board must be recorded and reported by the captain (article L. 5542-21-1 of the French Transport Code).

Any **incident** is subject to a full report sent to the ship's safety committee (article 160.05 of the general regulations, appended to the government order of 23 November 1987).

12- Soins médicaux à bord (règle 4.1)
12- On-board medical care (regulation 4.1)

I. Dispositions applicables aux gens de mer résidant en France et hors de France :

Les règles relatives à la dotation médicale, aux équipements médicaux, à la fiche d'observation médicale, au guide médical et l'obligation d'embarquement, le cas échéant, d'un ou de deux médecins sont prévues par la division 217 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987.

Les règles relatives à la qualification de la personne chargée des soins à bord lorsqu'un médecin n'est pas embarqué sont fixées par le décret n° 2015-723 du 24 juin 2015 et l'arrêté du 29 juin 2011 relatif à la formation médicale des personnels embarqués à bord des navires armés avec un permis d'armement.

Les règles relatives à la télé-consultation médicale par radio ou satellite sont déterminées par l'article 48 du décret n° 84-810 du 30 août 1984 et la division 217 précitée.

II. Dispositions applicables aux gens de mer résidant en France :

Les gens de mer ont accès à des soins rapides et adéquats aux frais de l'employeur pendant le cours de leur embarquement ou après que le navire a quitté le port (articles L. 5542-21 et L. 5549-4 du code précité).

III. Dispositions applicables aux gens de mer résidant hors de France :

Le droit aux soins médicaux de ces gens de mer ne peut être moins favorable que celui prévu par la règle 4.1 de la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (article L. 5621-8 du code des transports).

I. Conditions applying to seafarers resident in France and outside France:

The regulations governing medical supplies, medical equipment, the medical observation form, the medical guide and the obligation to take one or two doctors on board, where applicable, are set out in section 217 of the General Regulations, appended to the government order of 23 November 1987.

The regulations relating to the qualification of the person in charge of care on board when a doctor is not on board are set out in decree no. 2015-723 of 24 June 2015 and the government order of 29 June 2011 relating to the medical training of personnel on board ships that are licensed to operate.

The regulations governing remote medical consultations by radio or satellite are set out in article 48 of decree no. 84-810 of 30 August 1984 and the aforementioned section 217.

II. Conditions applying to seafarers resident in France:

Seafarers are entitled to prompt and appropriate medical care at the employer's expense while on board or after the ship has left port (articles L. 5542-21 and L. 5549-4 of the aforementioned Code).

III. Conditions applying to seafarers resident outside France

The right of these seafarers to medical care must not be inferior to that stipulated in regulation 4.1 of the Maritime Labour Convention, 2006, as amended (article L. 5621-8 of the French Transport Code).

13- Procédures de plainte à bord (règle 5.1.5)
13- On-board complaint procedures (regulation 5.1.5)

Tout gens de mer peut, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants (délégué de bord ou toute personne physique ou morale mandatée par le gens de mer), à bord ou à terre, formuler des plaintes ou des réclamations relatives à toute question liée au respect des règles relatives à ses conditions d'emploi, de travail et de vie à bord, auprès soit de son supérieur ou du capitaine, soit de

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

l'inspection du travail ou du centre de sécurité des navires (articles L. 5534-1, R. 5534-1 et suivants du code des transports).

Aucun gens de mer ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire pour avoir porté une réclamation ou déposé plainte, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, ou pour avoir assisté un marin dans l'exercice de ce droit (article L. 5534-2 du code précité).

L'armateur doit remettre aux gens de mer un document contenant le détail de la procédure de plainte, les coordonnées du service de l'inspection du travail et du centre de sécurité des navires compétents et la reproduction de l'article L. 5534-2 (article R. 5534-8 du code des transports).

Cette procédure de plainte doit être rédigée en français et traduit dans la langue de travail à bord (article précité).

Un registre des plaintes et des réclamations est tenu à bord. Une annexe à ce livre de bord peut tenir lieu de ce registre (article R. 5534-10 du code précité).

L'armateur doit apporter une réponse à une plainte ou à une réclamation doit être apportée au maximum dans un délai maximal de 15 jours (article R. 5534-14 du code précité).

Les plaintes ou les réclamations des gens de mer auprès d'autorités publiques sont déposées (article R. 5534-15 du code précité) :

- soit auprès du service d'inspection du travail compétent
- soit auprès du centre de sécurité des navires compétent

Le gens de mer peut porter directement plainte ou réclamation auprès des autorités publiques sans épuiser les recours internes à l'entreprise décrits dans la procédure de plainte (article L. 5534-1 du code précité).

Any seafarer may, directly or through his or her representatives (ship's representative or any individual or legal entity authorised by the seafarer), on board or ashore, lodge a complaint or claim relating to any matter concerning compliance with the rules on his or her employment, working and living conditions on board, either with his or her superior or the captain, or with the Labour Inspectorate – “l'inspection du travail” - or the Ship Safety Centre - “centre de sécurité des navires” (articles L. 5534-1 and R. 5534-1 et seq. of the Transport Code).

No seafarer may be punished, dismissed or subjected to any discriminatory measure for having lodged a claim or complaint, directly or through their representatives, or for having assisted another seafarer in exercising this right (article L. 5534-2 of the aforementioned code).

The shipowner must provide seafarers with a written statement detailing the complaints procedure, the contact details of the relevant Labour Inspectorate – “l'inspection du travail” - and Ship Safety Centre - “centre de sécurité des navires” - and a copy of article L. 5534-2 (article R. 5534-8 of the French Transport Code).

The complaints procedure must be written in French and translated into the working language on board (aforementioned article).

A record of complaints and claims is kept on board. An appendix to the logbook may replace this register (article R. 5534-10 of the aforementioned code).

The shipowner must respond to a complaint or claim within 15 days (article R. 5534-14 of the aforementioned code).

Seafarers' complaints or claims to public authorities are lodged (article R. 5534-15 of the aforementioned code):

- either with the relevant Labour Inspectorate – “l'inspection du travail”
- or the relevant “centre de sécurité des navires”

Seafarers may lodge complaints or claims directly with the public authorities without first having exhausted the company's internal procedures as described in the complaints procedure (article L. 5534-1 of the aforementioned Code).

I. Dispositions applicables aux gens de mer résidant en France

La rémunération des gens de mer est mensuelle et indépendante du nombre de jours travaillés dans le mois (article L. 3242-1 du code du travail).

Un bulletin de paie doit être remis aux gens de mer lors du paiement de la rémunération (décret n° 2006-214 du 22 février 2006 relatif au bulletin de paie des marins).

Les gens de mer peuvent faire parvenir aux personnes qu'ils désignent une partie ou l'intégralité de leur rémunération (article L. 5544-57-1 du code des transports).

II. Dispositions applicables aux gens de mer résidant hors de France

Les gens de mer résidant hors de France doivent être rémunérés à des intervalles n'excédant pas un mois (article L. 5623-10 du code des transports).

Ils reçoivent un relevé mensuel des montants qui leur ont été versés, mentionnant le paiement des heures supplémentaires et le taux de change appliqué si les versements ont été effectués dans une monnaie ou à un taux distinct de ceux qui avaient été convenus (article précité).

L'armateur s'assure de la possibilité pour les gens de mer résidant hors de France de faire parvenir à leurs familles, aux personnes à leur charge ou à leurs ayants droit une partie ou l'intégralité de leur rémunération (article L. 5623-11 du code des transports).

I. Conditions applying to seafarers resident in France

Salaries for seafarers are paid on a monthly basis, irrespective of the number of days worked in the month (article L. 3242-1 of the French Labour Code).

A pay slip must be given to seafarers when they are paid (decree no. 2006-214 of 22 February 2006 on seafarers' pay slips).

Seafarers may forward part or all of their remuneration to any person they choose (article L. 5544-57-1 of the French Transport Code).

II. Conditions applying to seafarers resident outside France

Seafarers residing outside France must be paid at intervals not exceeding one month (article L. 5623-10 of the French Transport Code).

They receive a monthly pay slip showing the amounts paid to them, including overtime payments and the exchange rate applied if payments have been made in a currency or at a rate other than those agreed (aforementioned article).

The shipowner must ensure that seafarers residing outside France are able to send part or all of their remuneration to their families, dependants or beneficiaries (article L. 5623-11 of the Transport Code).

15- Garantie financière pour rapatriement (règle R.2.5)**15- Financial security for repatriation (regulation 2.5)**

L'armateur doit justifier d'une garantie financière assurant les frais mentionnés à l'article L. 5533-16 du code des transports (article L. 5533-16 du code des transports et 3 du décret n° 2020-704 du 10 juin 2020).

Le document attestant de la garantie financière doit être détenu à bord et doit être affiché dans les locaux accessibles aux gens de mer (article L. 5533-17 du code précité).

Le document attestant de la garantie financière doit être établi dans une ou plusieurs langues comprenant au moins l'anglais (article L. 5533-18 du code précité).

Le document attestant de la garantie financière doit contenir les mentions énoncées à l'article 5 du décret n° 2020-704 du 10 juin 2020.

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

The shipowner must provide evidence of a financial guarantee covering the costs mentioned in article L. 5533-16 of the Transport Code (articles L. 5533-16 of the Transport Code and 3 of decree no. 2020-704 of 10 June 2020).

The document confirming the financial guarantee must be kept on board and must be displayed in areas accessible to seafarers (article L. 5533-17 of the aforementioned code).

The document confirming the financial guarantee must be drawn up in one or more languages which must include at least English (article L. 5533-18 of the aforementioned code).

The document confirming the financial guarantee must contain the information set out in article 5 of decree no. 2020-704 of 10 June 2020.

16- Garantie financière relative à la responsabilité de l'armateur (règle R.4.2)**16- Financial security relating to shipowners' liability (regulation 4.2)**

L'armateur doit justifier d'une garantie financière afin d'assurer le versement aux gens de mer des indemnités dues, en cas de décès ou d'incapacité longue durée résultant d'un accident du travail, d'une maladie professionnelle ou de la réalisation d'un risque professionnel (article L. 5533-5 du code des transports).

Le document attestant de la garantie financière doit être détenu à bord et affiché dans les locaux accessibles aux gens de mer (article L. 5533-7 du code précité).

Le document attestant de la garantie financière doit être établi dans une ou plusieurs langues comprenant au moins l'anglais (article L. 5533-8 du code précité).

Le document attestant de la garantie financière doit contenir les mentions énoncées à l'article 2 du décret n° 2020-704 du 10 juin 2020.

The shipowner must provide evidence of a financial guarantee to ensure the payment of compensation to seafarers in the event of death or long-term incapacity resulting from an accident at work, an occupational illness or the occurrence of an occupational hazard (article L. 5533-5 of the French Transport Code).

The document confirming the financial guarantee must be kept on board and displayed in areas accessible to seafarers (article L. 5533-7 of the aforementioned code).

The document confirming the financial guarantee must be drawn up in one or more languages which must include at least English (article L. 5533-8 of the aforementioned code).

The document confirming the financial guarantee must contain the information set out in article 2 of decree no. 2020-704 of 10 June 2020.

Lieu :
Issued at :

Date : **jj/mm/aaaa**
Date of issue : dd/mm/yyyy

Cachet ou tampon de l'autorité qui délivre le certificat <i>Seal or stamp of issuing authority</i>

Nom, titre et signature de l'agent autorisé :
Name, title and signature of authorized official :

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

Dispositions équivalentes dans l'ensemble
Substantial equivalencies

(Biffer le paragraphe sans objet)

(note : strike out the statement which is not applicable)

~~Les dispositions équivalentes dans l'ensemble applicables conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article VI de la convention, à l'exception de celles mentionnées ci-dessus, sont indiquées ci-après :~~
~~The following substantial equivalencies, as provided under Article VI, paragraphs 3 and 4, of the Convention, except where stated above, are mentioned hereafter :~~

Aucune disposition équivalente dans l'ensemble n'est applicable.
 No equivalency has been granted.

Lieu :
 Issued at :

Date : **jj/mm/aaaa**
 Date of issue : dd/mm/yyyy

Nom, titre et signature de l'agent autorisé :
 Name, title and signature of authorized official :

Cachet ou tampon de l'autorité qui délivre le certificat <i>Seal or stamp of issuing authority</i>
--

Dérogrations conformément au titre 3
Exemptions

(Biffer le paragraphe sans objet)

(note : strike out the statement which is not applicable)

~~Les dérogations octroyées par l'autorité compétente conformément au Titre 3 de la convention sont indiquées ci-après :~~
~~The following exemptions granted by the competent authority as provided in title 3 of the Convention are mentioned hereafter :~~

Aucune dérogation n'a été octroyée.
 No exemption has been granted.

Lieu :
 Issued at :

Date : **jj/mm/aaaa**
 Date of issue : dd/mm/yyyy

Nom, titre et signature de l'agent autorisé :
 Name, title and signature of authorized official :

Cachet ou tampon de l'autorité qui délivre le certificat <i>Seal or stamp of issuing authority</i>
--